Pourquoi les dix dernières années de la vie américaine ont été particulièrement stupides.

Ce n'est pas seulement une phase.

Par Jonathan Haidt

Traduction française avec DeepL - version du texte complet avec passages les plus significatifs (à mon sens) mis en exergues en brun (Michel Simonis) et sans les liens vers d'autres articles ni les photos.

Pour la version originale en anglais : https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2022/05/social-media-democracy-trust-babel/629369/

Audio: Listen to this article. To hear more, download Audm for iPhone or Android:

https://www.audm.com/?

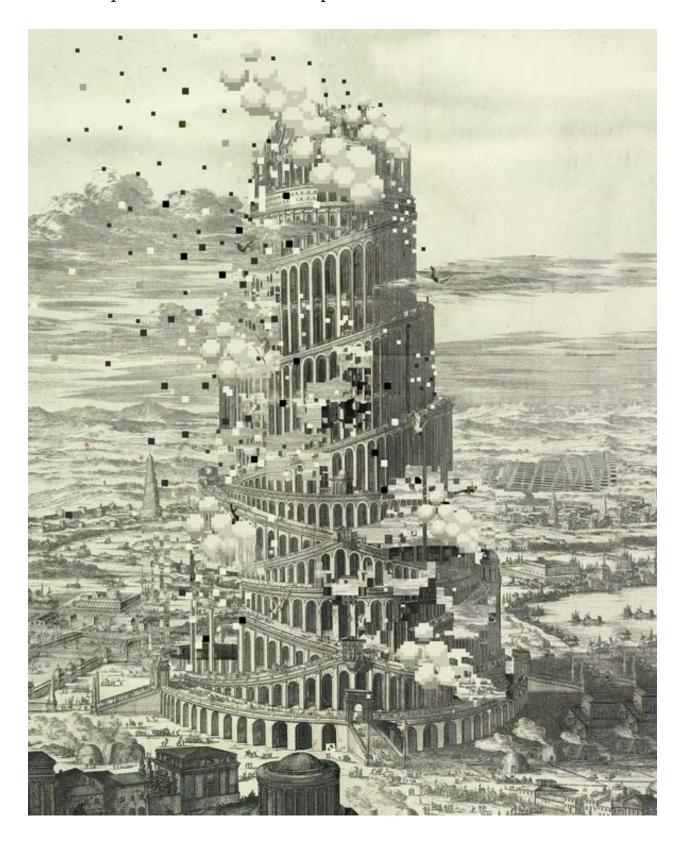
<u>utm_source=atlantic&utm_medium=playerembed&utm_campaign</u> =after-babel-jonathan-haidt&utm_content=default

Qu'aurait été la vie à Babel dans les jours qui ont suivi sa destruction ? Dans le livre de la Genèse, on raconte que les descendants de Noé ont construit une grande ville dans le pays de Shinar. Ils ont construit une tour "dont le sommet est dans les cieux" pour "se faire un nom". Dieu a été offensé par l'orgueil de l'humanité et a dit :

Regarde, ils forment un seul peuple, et ils ont tous une seule langue ; et ce n'est que le début de ce qu'ils feront ; rien de ce qu'ils se proposent de faire ne leur sera désormais impossible. Allons, descendons, et confondons là leur langue, afin qu'ils ne comprennent pas le discours les uns des autres.

Le texte ne dit pas que Dieu a détruit la tour, mais dans de nombreuses interprétations populaires de l'histoire, il le fait. Gardons à l'esprit cette image dramatique : des gens qui errent au milieu des ruines, incapables de

communiquer, condamnés à l'incompréhension mutuelle.



L'histoire de Babel est la meilleure métaphore que j'ai trouvée pour décrire ce qui est arrivé à l'Amérique dans les années 2010, et le pays fracturé que nous habitons aujourd'hui. Quelque chose a terriblement mal tourné, très

soudainement. Nous sommes désorientés, incapables de parler la même langue ou de reconnaître la même vérité. Nous sommes coupés les uns des autres et du passé.

Il est clair depuis un certain temps déjà que l'Amérique rouge et l'Amérique bleue deviennent comme deux pays différents qui revendiquent le même territoire, avec deux versions différentes de la Constitution, de l'économie et de l'histoire américaine. Mais Babel n'est pas une histoire de tribalisme, c'est une histoire de fragmentation de tout. Il s'agit de l'éclatement de tout ce qui semblait solide, de l'éparpillement des gens qui formaient une communauté. C'est une métaphore de ce qui se passe non seulement entre les rouges et les bleus, mais aussi au sein de la gauche et de la droite, ainsi qu'au sein des universités, des entreprises, des associations professionnelles, des musées et même des familles.

Babel est une métaphore de ce que certaines formes de médias sociaux ont fait à presque tous les groupes et institutions les plus importants pour l'avenir du pays - et pour nous en tant que peuple. Comment cela est-il arrivé ? Et que présage-t-il pour la vie américaine ?

L'émergence de la tour moderne

L'histoire a une direction, celle de la coopération à plus grande échelle. Nous observons cette tendance dans l'évolution biologique, dans la série de "transitions majeures" par lesquelles les organismes multicellulaires sont apparus, puis ont développé de nouvelles relations symbiotiques. Nous la voyons également dans l'évolution culturelle, comme l'explique Robert Wright dans son livre de 1999, Nonzero : The Logic of Human Destiny. Wright a montré que l'histoire comporte une série de transitions, sous l'effet de l'augmentation de la densité de population et des nouvelles technologies (écriture, routes, presse à imprimer) qui ont créé de nouvelles possibilités de commerce et d'apprentissage mutuellement bénéfiques. Les conflits à somme nulle - tels que les guerres de religion qui sont apparues lorsque la presse a propagé des idées hérétiques à travers l'Europe - doivent être considérés comme des revers temporaires, et parfois même comme faisant partie intégrante du progrès. (Ces guerres de religion, selon lui, ont rendu possible la transition vers des États-nations modernes avec des citoyens mieux informés). Le président Bill Clinton a fait l'éloge du portrait optimiste de

Nonzero, qui dépeint un avenir plus coopératif grâce aux progrès technologiques continus.

Les débuts de l'internet dans les années 1990, avec ses salons de discussion, ses tableaux d'affichage et son courrier électronique, illustrent la thèse de Nonzero, tout comme la première vague de plates-formes de médias sociaux, lancées vers 2003. Myspace, Friendster et Facebook ont permis de se connecter facilement avec des amis et des inconnus pour parler d'intérêts communs, gratuitement et à une échelle jamais imaginée auparavant. En 2008, Facebook s'est imposé comme la plateforme dominante, avec plus de 100 millions d'utilisateurs mensuels, en passe d'atteindre les 3 milliards d'utilisateurs actuels. Au cours de la première décennie du nouveau siècle, les médias sociaux ont été largement considérés comme une bénédiction pour la démocratie. Quel dictateur pourrait imposer sa volonté à des citoyens interconnectés ? Quel régime pourrait construire un mur pour empêcher l'accès à l'internet ?

Le point culminant de l'optimisme techno-démocratique a sans doute été 2011, une année qui a commencé avec le printemps arabe et s'est terminée avec le mouvement mondial Occupy. C'est aussi l'année où Google Translate est devenu disponible sur pratiquement tous les smartphones, on peut donc dire que 2011 a été l'année où l'humanité a reconstruit la tour de Babel. Nous n'avions jamais été aussi proches d'être "un seul peuple", et nous avions effectivement surmonté la malédiction de la division par la langue. Pour les optimistes techno-démocrates, cela semblait n'être que le début de ce que l'humanité pouvait faire.

En février 2012, alors qu'il se préparait à rendre Facebook public, Mark Zuckerberg a réfléchi à cette époque extraordinaire et a exposé ses projets. "Aujourd'hui, notre société a atteint un autre point de basculement", a-t-il écrit dans une lettre aux investisseurs. Facebook espérait "reconnecter la façon dont les gens diffusent et consomment l'information". En leur donnant "le pouvoir de partager", il les aiderait à "transformer une fois de plus bon nombre de nos institutions et industries de base."

Au cours des dix années qui se sont écoulées depuis, Zuckerberg a fait exactement ce qu'il avait dit qu'il ferait. Il a remodelé la façon dont nous diffusons et consommons l'information, il a transformé nos institutions et il nous a fait franchir le point de basculement. Mais tout ne s'est pas passé

Les choses s'écroulent

Historiquement, les civilisations se sont appuyées sur le partage du sang, des dieux et des ennemis pour contrecarrer la tendance à l'éclatement au fur et à mesure de leur croissance. Mais qu'est-ce qui maintient ensemble des démocraties laïques aussi vastes et diverses que les États-Unis et l'Inde, ou, d'ailleurs, la Grande-Bretagne et la France modernes ?

Les spécialistes des sciences sociales ont identifié au moins trois forces majeures qui lient collectivement les démocraties prospères : le capital social (réseaux sociaux étendus avec des niveaux élevés de confiance), des institutions fortes et des histoires partagées. Les médias sociaux ont affaibli ces trois forces. Pour comprendre comment, il faut savoir comment les médias sociaux ont évolué au fil du temps, et plus particulièrement dans les années qui ont suivi 2009.

À leurs débuts, les plateformes telles que Myspace et Facebook étaient relativement inoffensives. Elles permettaient aux utilisateurs de créer des pages sur lesquelles ils pouvaient publier des photos, des mises à jour familiales et des liens vers les pages, généralement statiques, de leurs amis et de leurs groupes préférés. En ce sens, les premiers médias sociaux peuvent être considérés comme une étape supplémentaire dans la longue progression des améliorations technologiques - de la poste au téléphone en passant par le courrier électronique et les textos - qui ont aidé les gens à atteindre l'objectif éternel de maintenir leurs liens sociaux.

Mais progressivement, les utilisateurs de médias sociaux sont devenus plus à l'aise pour partager des détails intimes de leur vie avec des inconnus et des entreprises. Comme je l'ai écrit dans un article Atlantic de 2019 avec Tobias Rose-Stockwell, ils sont devenus plus adeptes de la mise en scène et de la gestion de leur marque personnelle - des activités qui peuvent impressionner les autres mais qui n'approfondissent pas les amitiés comme le fera une conversation téléphonique privée.

Une fois que les plateformes de médias sociaux ont entraîné les utilisateurs à passer plus de temps à performer et moins de temps à se connecter, le

décor était planté pour la transformation majeure, qui a commencé en 2009 : l'intensification de la dynamique virale.

Babel n'est pas une histoire de tribalisme. C'est une histoire sur la fragmentation de tout.

Avant 2009, Facebook offrait aux utilisateurs une frise chronologique simple: un flux ininterrompu de contenu généré par leurs amis et leurs relations, avec les publications les plus récentes en haut et les plus anciennes en bas. Le volume de ce flux était souvent écrasant, mais il reflétait fidèlement ce que les autres publiaient. La situation a commencé à changer en 2009, lorsque Facebook a proposé aux utilisateurs de "liker" publiquement des publications en cliquant sur un bouton. La même année, Twitter a introduit quelque chose d'encore plus puissant: le bouton "Retweet", qui permet aux utilisateurs de soutenir publiquement un message tout en le partageant avec tous leurs followers. Facebook a rapidement copié cette innovation avec son propre bouton "Partager", qui est devenu disponible pour les utilisateurs de smartphones en 2012. Les boutons "Like" et "Share" sont rapidement devenus des fonctionnalités standard de la plupart des autres plateformes.

Peu après que son bouton "J'aime" ait commencé à produire des données sur ce qui "engageait" le mieux ses utilisateurs, Facebook a développé des algorithmes pour apporter à chaque utilisateur le contenu le plus susceptible de générer un "j'aime" ou une autre interaction, en incluant éventuellement le "partage" également. Des recherches ultérieures ont montré que les messages qui déclenchent des émotions - en particulier la colère envers les groupes marginaux - sont les plus susceptibles d'être partagés.

En 2013, les médias sociaux étaient devenus un nouveau jeu, avec une dynamique différente de celle de 2008. Si vous étiez habile ou chanceux, vous pouviez créer un post qui allait "devenir viral" et vous rendre "célèbre sur internet" pendant quelques jours. Si vous commettiez une erreur, vous pouviez vous retrouver enseveli sous des commentaires haineux. Vos messages atteignaient la gloire ou l'ignominie en fonction des clics de milliers d'inconnus, et vous contribuiez à votre tour à ce jeu par des milliers de clics.

Ce nouveau jeu encourage la malhonnêteté et la dynamique de foule : Les utilisateurs étaient guidés non seulement par leurs véritables préférences,

mais aussi par leurs expériences passées en matière de récompense et de punition, et par leur prédiction de la réaction des autres à chaque nouvelle action. L'un des ingénieurs de Twitter qui avait travaillé sur le bouton "Retweet" a révélé plus tard qu'il regrettait sa contribution parce qu'elle avait rendu Twitter plus méchant. En regardant les foules Twitter se former grâce à l'utilisation de ce nouvel outil, il s'est dit:

"On vient peut-être de donner une arme chargée à un enfant de 4 ans."

En tant que psychologue social qui étudie les émotions, la moralité et la politique, j'ai vu cela se produire aussi. Les plateformes nouvellement retouchées étaient presque parfaitement conçues pour faire ressortir notre moi le plus moraliste et le moins réfléchi. Le volume de l'indignation était choquant.

C'est justement de ce genre de propagation de la colère, nerveuse et explosive, que James Madison avait essayé de nous protéger lorsqu'il rédigeait la Constitution des États-Unis. Les rédacteurs de la Constitution étaient d'excellents psychologues sociaux. Ils savaient que la démocratie avait un talon d'Achille parce qu'elle dépendait du jugement collectif du peuple, et que les communautés démocratiques sont sujettes "à la turbulence et à la faiblesse des passions indisciplinées." La clé de la conception d'une république durable consistait donc à intégrer des mécanismes permettant de ralentir les choses, de refroidir les passions, d'exiger des compromis et de donner aux dirigeants une certaine isolation de la manie du moment, tout en les obligeant à rendre des comptes au peuple périodiquement, le jour des élections.

Les entreprises technologiques qui ont renforcé la viralité de 2009 à 2012 nous ont fait entrer de plain-pied dans le cauchemar de Madison. De nombreux auteurs citent ses commentaires dans le "Fédéraliste n° 10" sur la propension innée de l'homme à la "faction", c'est-à-dire notre tendance à nous diviser en équipes ou en partis tellement enflammés par "l'animosité mutuelle" qu'ils sont "beaucoup plus disposés à se vexer et à s'opprimer mutuellement qu'à coopérer pour leur bien commun".

Mais cet essai poursuit sur une idée moins citée mais tout aussi importante, à savoir la vulnérabilité de la démocratie à la banalité. Madison note que les gens sont tellement enclins au factionnalisme que "lorsqu'aucune occasion substantielle ne se présente, les distinctions les plus frivoles et les plus

fantaisistes ont suffi à enflammer leurs passions inamicales et à exciter leurs conflits les plus violents".

Les médias sociaux ont à la fois amplifié et armé la frivolité. Notre démocratie est-elle plus saine maintenant que nous avons eu des bagarres sur Twitter à propos de la robe Taxe sur les riches de la représentante Alexandria Ocasio-Cortez au Gala annuel du Met, et de la robe de Melania Trump lors d'un événement commémoratif du 11 septembre, dont les coutures ressemblaient à un gratte-ciel ? Et que dire du tweet du sénateur Ted Cruz critiquant Big Bird pour avoir tweeté à propos de son vaccin COVID ?

Ce qui compte, ce n'est pas seulement la perte de temps et d'attention, **c'est** l'érosion continue de la confiance. Une autocratie peut déployer de la propagande ou utiliser la peur pour motiver les comportements qu'elle souhaite, mais une démocratie dépend de l'acceptation largement internalisée de la légitimité des règles, des normes et des institutions. Une confiance aveugle et irrévocable dans un individu ou une organisation particulière n'est jamais justifiée. Mais lorsque les citoyens perdent confiance dans les dirigeants élus, les autorités sanitaires, les tribunaux, la police, les universités et l'intégrité des élections, alors chaque décision devient contestée ; chaque élection devient une lutte à mort pour sauver le pays de l'autre camp. Le dernier baromètre de confiance Edelman (une mesure internationale de la confiance des citoyens dans les gouvernements, les entreprises, les médias et les organisations non gouvernementales) a montré que les autocraties stables et compétentes (la Chine et les Émirats arabes unis) étaient en tête de liste, tandis que les démocraties contestataires comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Corée du Sud étaient presque en queue de peloton (bien qu'au-dessus de la Russie).

Des études universitaires récentes suggèrent que les médias sociaux ont un effet corrosif sur la confiance dans les gouvernements, les médias d'information, les personnes et les institutions en général. Un document de travail qui offre l'examen le plus complet de la recherche, dirigé par les spécialistes en sciences sociales Philipp Lorenz-Spreen et Lisa Oswald, conclut que "la grande majorité des associations signalées entre l'utilisation des médias numériques et la confiance semblent être préjudiciables à la démocratie". La littérature est complexe - certaines études montrent des avantages, en particulier dans les démocraties moins développées - mais l'examen a révélé que, dans l'ensemble, les médias sociaux amplifient la polarisation politique,

fomentent le populisme, en particulier le populisme de droite, et sont associés à la **propagation de la désinformation.**

Lorsque les gens perdent confiance dans les institutions, ils perdent confiance dans les histoires racontées par ces institutions. C'est particulièrement vrai pour les institutions chargées de l'éducation des enfants. Les programmes d'histoire ont souvent suscité des controverses politiques, mais Facebook et Twitter permettent aux parents de s'indigner chaque jour d'une nouvelle bribe des cours d'histoire de leurs enfants - ainsi que des cours de mathématiques et des sélections littéraires, et de tout nouveau changement pédagogique partout dans le pays. Les motivations des enseignants et des administrateurs sont remises en question, et des lois ou des réformes de programmes trop ambitieuses s'ensuivent parfois, abaissant l'éducation et réduisant encore plus la confiance en elle. L'un des résultats est que les jeunes éduqués dans l'ère post-Babel sont moins susceptibles d'arriver à une histoire cohérente de ce que nous sommes en tant que peuple, et moins susceptibles de partager une telle histoire avec ceux qui ont fréquenté d'autres écoles ou qui ont été éduqués dans une autre décennie.

L'ancien analyste de la CIA Martin Gurri a prédit ces effets de fracturation dans son livre de 2014, *The Revolt of the Public*. L'analyse de Gurri se concentrait sur les effets de subversion de l'autorité par la croissance exponentielle de l'information, à partir d'internet dans les années 1990. En écrivant il y a près de dix ans, Gurri pouvait déjà voir le pouvoir des médias sociaux comme un solvant universel, brisant les liens et affaiblissant les institutions partout où il s'étendait. Il notait que les réseaux distribués "peuvent protester et renverser, mais jamais gouverner". Il a décrit le nihilisme des nombreux mouvements de protestation de 2011 qui se sont organisés principalement en ligne et qui, comme Occupy Wall Street, ont exigé la destruction des institutions existantes sans proposer une vision alternative de l'avenir ou une organisation qui pourrait la réaliser.

Gurri n'est pas un fan des élites ou de l'autorité centralisée, mais il note une caractéristique constructive de l'ère pré-numérique : un seul "public de masse ", consommant tous le même contenu, comme s'ils regardaient tous dans le même miroir gigantesque le reflet de leur propre société. Dans un commentaire à Vox qui rappelle la première diaspora post-Babel, il a déclaré :

La révolution numérique a brisé ce miroir, et maintenant le public

habite ces morceaux de verre brisés. Le public n'est donc pas une seule chose; il est très fragmenté et fondamentalement hostile aux autres. Il s'agit principalement de personnes qui se crient dessus et qui vivent dans des bulles d'une sorte ou d'une autre.

Mark Zuckerberg n'a peut-être pas souhaité tout cela. Mais en recâblant tout dans une course effrénée à la croissance - avec une conception naïve de la psychologie humaine, une faible compréhension de la complexité des institutions et aucune préoccupation pour les coûts externes imposés à la société - Facebook, Twitter, YouTube et quelques autres grandes platesformes ont involontairement dissous le mortier de la confiance, la croyance dans les institutions et les histoires partagées qui avaient maintenu la cohésion d'une démocratie séculaire vaste et diverse.

Je pense que nous pouvons dater la chute de la tour aux années comprises entre 2011 (l'année phare des manifestations "nihilistes" de Gurri) et 2015, une année marquée par le "grand réveil" à gauche et l'ascension de Donald Trump à droite. Trump n'a pas détruit la tour, il a simplement exploité sa chute. Il a été le premier homme politique à maîtriser la nouvelle dynamique de l'ère post-Babel, dans laquelle l'indignation est la clé de la viralité, la performance scénique écrase la compétence, Twitter peut prendre le dessus sur tous les journaux du pays, et les histoires ne peuvent pas être partagées (ou du moins fiables) sur plus de quelques fragments adjacents - la vérité ne peut donc pas obtenir une adhésion généralisée.

Les nombreux analystes, dont je faisais partie, qui avaient soutenu que Trump ne pouvait pas remporter l'élection générale s'appuyaient sur des intuitions pré-Babel, selon lesquelles des scandales tels que la cassette Access Hollywood (dans laquelle Trump se vantait d'avoir commis des agressions sexuelles) sont fatals à une campagne présidentielle. Mais après Babel, plus rien n'a vraiment de sens, du moins pas d'une manière qui soit durable et sur laquelle les gens soient largement d'accord.

La politique après Babel

"La politique est l'art du possible", disait l'homme d'État allemand Otto von Bismarck en 1867. Dans une démocratie post-Babel, peu de choses sont possibles.

Bien sûr, la guerre culturelle américaine et le déclin de la coopération entre partis sont antérieurs à l'arrivée des médias sociaux. Le milieu du 20e siècle a été une période de polarisation exceptionnellement faible au Congrès, qui a commencé à revenir à des niveaux historiques dans les années 1970 et 1980. La distance idéologique entre les deux partis a commencé à augmenter plus rapidement dans les années 90. Fox News et la "révolution républicaine" de 1994 ont transformé le GOP en un parti plus combatif. Par exemple, le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, a découragé les nouveaux membres républicains du Congrès de déménager leur famille à Washington, où ils étaient susceptibles de nouer des liens sociaux avec des démocrates et leurs familles.

Les relations entre les partis étaient donc déjà tendues avant 2009. Mais la viralité accrue des médias sociaux a ensuite rendu plus dangereux le fait d'être vu en train de fraterniser avec l'ennemi ou même de ne pas attaquer l'ennemi avec suffisamment de vigueur. À droite, le terme RINO (Republican in Name Only) a été remplacé en 2015 par le terme plus méprisant de cuckservative, popularisé sur Twitter par les partisans de Trump. À gauche, les médias sociaux ont lancé la culture du callout dans les années qui ont suivi 2012, avec des effets transformateurs sur la vie universitaire, puis sur la politique et la culture dans tout le monde anglophone.

Qu'est-ce qui a changé dans les années 2010 ? Revisitons la métaphore de cet ingénieur de Twitter qui consiste à remettre un pistolet chargé à un enfant de 4 ans. Un tweet méchant ne tue personne ; c'est une tentative de faire honte ou de punir quelqu'un publiquement tout en diffusant sa propre vertu, sa brillance ou ses loyautés tribales. Il s'agit plus d'une fléchette que d'une balle, qui fait mal mais ne tue pas. Pourtant, entre 2009 et 2012, Facebook et Twitter ont distribué près d'un milliard de fléchettes dans le monde. Depuis, nous ne cessons de nous tirer dessus.

Les médias sociaux ont donné la parole à des personnes qui l'avaient peu auparavant, et ils ont permis de tenir plus facilement les puissants responsables de leurs méfaits, non seulement en politique, mais aussi dans les affaires, les arts, le monde universitaire et ailleurs. Avant Twitter, les harceleurs sexuels auraient pu être dénoncés dans des billets de blog anonymes, mais il est difficile d'imaginer que le mouvement #MeToo aurait eu autant de succès sans l'amélioration virale offerte par les grandes

plateformes. Cependant, la "responsabilité" déformée des médias sociaux a également apporté l'injustice - et le dysfonctionnement politique - de trois manières.

Premièrement, les pistolets à fléchettes des médias sociaux donnent plus de pouvoir aux trolls et aux provocateurs tout en réduisant au silence les bons citoyens. Les recherches menées par les politologues Alexander Bor et Michael Bang Petersen ont révélé qu'un petit sous-ensemble de personnes présentes sur les plateformes de médias sociaux sont très soucieuses d'acquérir un statut et sont prêtes à recourir à l'agression pour y parvenir. Ils admettent que, dans leurs discussions en ligne, ils jurent souvent, se moquent de leurs adversaires et se font bloquer par d'autres utilisateurs ou signaler pour des commentaires inappropriés. Dans le cadre de huit études, Bor et Petersen ont constaté que le fait d'être en ligne ne rendait pas la plupart des gens plus agressifs ou hostiles; au contraire, il permettait à un petit nombre de personnes agressives de s'attaquer à un nombre beaucoup plus important de victimes. Selon Bor et Petersen, même un petit nombre d'abrutis a pu dominer les forums de discussion, car les non-abrutis sont facilement rebutés par les discussions politiques en ligne. D'autres recherches ont montré que les femmes et les Noirs sont harcelés de manière disproportionnée, de sorte que la place publique numérique est moins accueillante pour leurs voix.

Deuxièmement, les canons à fléchettes des médias sociaux donnent plus de pouvoir et de voix aux extrêmes politiques tout en réduisant le pouvoir et la voix de la majorité modérée. L'étude "Hidden Tribes", réalisée par le groupe pro-démocratie More in Common, a interrogé 8.000 Américains en 2017 et 2018 et a identifié sept groupes qui partagent des croyances et des comportements. Celui le plus à droite, connu sous le nom de "conservateurs dévoués", comprenait 6 % de la population américaine. Le groupe le plus à gauche, les "militants progressistes", comprenait 8 % de la population. Les militants progressistes étaient de loin le groupe le plus prolifique sur les médias sociaux : 70 % d'entre eux avaient partagé du contenu politique au cours de l'année précédente. Les conservateurs dévoués suivaient, avec 56 %.

Ces deux groupes extrêmes se ressemblent de manière surprenante. Ils sont les plus blancs et les plus riches des sept groupes, ce qui suggère que l'Amérique est déchirée par une bataille entre deux sous-ensembles de l'élite qui ne sont pas représentatifs de la société dans son ensemble. De plus, ce sont les deux groupes qui montrent la plus grande homogénéité dans leurs

attitudes morales et politiques. Selon les auteurs de l'étude, cette uniformité d'opinion est probablement le résultat du contrôle de la pensée sur les médias sociaux : "Ceux qui expriment de la sympathie pour les opinions des groupes opposés peuvent subir un contrecoup de leur propre cohorte". En d'autres termes, les extrémistes politiques ne se contentent pas de tirer des fléchettes sur leurs ennemis ; ils dépensent une grande partie de leurs munitions à cibler les dissidents ou les penseurs nuancés de leur propre équipe. De cette façon, les médias sociaux font en sorte qu'un système politique basé sur le compromis s'arrête net.

Enfin, en donnant à chacun un pistolet à fléchettes, les médias sociaux députent tout le monde pour administrer la justice sans procédure régulière. Des plateformes comme Twitter se transforment en un véritable Far West, sans que les justiciers aient à rendre des comptes. Une attaque réussie attire un barrage de "likes" et de frappes successives. Les plates-formes à viralité accrue facilitent ainsi les punitions collectives massives pour des délits mineurs ou imaginaires, avec des conséquences réelles, notamment la perte d'emploi de personnes innocentes et leur suicide par la honte. Lorsque notre espace public est régi par la dynamique de la foule et non par une procédure régulière, nous n'obtenons pas la justice et l'inclusion ; nous obtenons une société qui ignore le contexte, la proportionnalité, la pitié et la vérité.

Stupidité structurelle

Depuis la chute de la tour, les débats de toutes sortes sont devenus de plus en plus confus. L'obstacle le plus répandu à une bonne réflexion est le biais de confirmation, qui désigne la tendance humaine à ne rechercher que les preuves qui confirment nos croyances préférées. Avant même l'avènement des médias sociaux, les moteurs de recherche favorisaient le biais de confirmation, permettant aux gens de trouver beaucoup plus facilement des preuves à l'appui de croyances absurdes et de théories du complot, telles que l'idée que la Terre est plate et que le gouvernement américain a mis en scène les attentats du 11 septembre. Mais les médias sociaux ont rendu les choses bien pires.

Le remède le plus fiable contre le biais de confirmation est l'interaction avec des personnes qui ne partagent pas vos croyances. Ils vous confrontent à des contre-preuves et à des contre-arguments. John Stuart Mill a dit : "Celui qui ne

connaît que son propre côté de l'affaire n'en sait pas grand-chose", et il nous a exhortés à rechercher des opinions contradictoires "auprès de personnes qui y croient réellement". Les gens qui pensent différemment et sont prêts à s'exprimer s'ils ne sont pas d'accord avec vous vous rendent plus intelligent, presque comme s'ils étaient des extensions de votre propre cerveau. Les personnes qui tentent de faire taire ou d'intimider leurs détracteurs se rendent plus stupides, presque comme si elles tiraient des fléchettes dans leur propre cerveau.

Au 20e siècle, l'Amérique a construit les institutions de production de connaissances les plus performantes de l'histoire de l'humanité. Au cours de la dernière décennie, elles sont devenues plus stupides en masse.

Dans son livre *The Constitution of Knowledge*, Jonathan Rauch décrit la percée historique par laquelle les sociétés occidentales ont développé un "système d'exploitation épistémique", c'est-à-dire un ensemble d'institutions permettant de générer des connaissances à partir des interactions d'individus partiaux et cognitivement imparfaits. Le droit anglais a développé le système accusatoire afin que des avocats partiaux puissent présenter les deux côtés d'une affaire à un jury impartial. Les journaux remplis de mensonges se sont transformés en entreprises journalistiques professionnelles, avec des normes exigeant la recherche de plusieurs versions d'une histoire, suivie d'une révision éditoriale, puis d'une vérification des faits. Les universités, qui étaient au départ des institutions médiévales cloîtrées, sont devenues des centres de recherche puissants, créant une structure dans laquelle les universitaires présentent des affirmations étayées par des preuves, sachant que d'autres universitaires du monde entier seraient motivés pour gagner du prestige en trouvant des preuves contraires.

La grandeur de l'Amérique au 20e siècle est en partie due au fait qu'elle a développé le réseau d'institutions productrices de connaissances le plus compétent, le plus dynamique et le plus productif de toute l'histoire de l'humanité, en reliant les meilleures universités du monde, les entreprises privées qui ont transformé les avancées scientifiques en produits de consommation susceptibles de changer la vie, et les agences

gouvernementales qui ont soutenu la recherche scientifique et mené la collaboration qui a envoyé des gens sur la lune.

Mais cet arrangement, note M. Rauch, "ne se maintient pas de lui-même; il repose sur un ensemble de paramètres sociaux et d'accords parfois délicats, et ceux-ci doivent être compris, affirmés et protégés". Que se passe-t-il donc lorsqu'une institution n'est pas bien maintenue et que les désaccords internes cessent, soit parce que ses membres se sont uniformisés sur le plan idéologique, soit parce qu'ils ont eu peur de la dissidence ?

C'est, je crois, ce qui est arrivé à de nombreuses institutions clés de l'Amérique au milieu et à la fin des années 2010. Elles sont devenues plus stupides en masse parce que les médias sociaux ont inculqué à leurs membres une peur chronique de se faire canarder. Le changement a été le plus prononcé dans les universités, les sociétés savantes, les industries créatives et les organisations politiques à tous les niveaux (national, étatique et local), et il a été si répandu qu'il a établi de nouvelles normes comportementales soutenues par de nouvelles politiques, apparemment du jour au lendemain. L'omniprésence des médias sociaux à viralité accrue signifie qu'un seul mot prononcé par un professeur, un dirigeant ou un journaliste, même s'il est prononcé dans une intention positive, peut déclencher une tempête dans les médias sociaux, entraînant un licenciement immédiat ou une longue enquête de l'institution. Les participants de nos institutions clés ont commencé à s'autocensurer à un degré malsain, en retenant les critiques des politiques et des idées - même celles présentées en classe par leurs étudiants - qu'ils croyaient mal fondées ou erronées.

Mais lorsqu'une institution punit la dissidence interne, elle tire des fléchettes dans son propre cerveau.

Ce processus stupéfiant se déroule différemment à droite et à gauche parce que leurs ailes militantes souscrivent à des récits différents comportant des valeurs sacrées différentes. L'étude "Hidden Tribes" nous apprend que les "conservateurs dévoués" obtiennent les meilleurs résultats en matière de croyances liées à l'autoritarisme. Ils partagent un récit dans lequel l'Amérique est éternellement menacée par des ennemis extérieurs et des subversifs intérieurs ; ils voient la vie comme une bataille entre patriotes et traîtres. Selon la politologue Karen Stenner, dont les travaux ont servi de base à l'étude "Hidden Tribes", ils sont psychologiquement différents du groupe

plus large des "conservateurs traditionnels" (19 % de la population), qui privilégient l'ordre, le décorum et la lenteur plutôt que le changement radical.

Ce n'est que dans le cadre des récits des conservateurs dévoués que les discours de Donald Trump ont un sens, depuis la sinistre diatribe d'ouverture de sa campagne sur les "violeurs" mexicains jusqu'à son avertissement du 6 janvier 2021 : "Si vous ne vous battez pas comme des diables, vous n'aurez plus de pays."

La punition traditionnelle pour la trahison est la mort, d'où le cri de guerre du 6 janvier : "Pendez Mike Pence". Les menaces de mort de l'extrême droite, dont beaucoup sont délivrées par des comptes anonymes, s'avèrent efficaces pour faire reculer les conservateurs traditionnels, par exemple en chassant les agents électoraux locaux qui n'ont pas réussi à "arrêter le vol."La vague de menaces proférées à l'encontre des membres républicains dissidents du Congrès a également poussé bon nombre des modérés restants à démissionner ou à se taire, ce qui nous donne un parti de plus en plus éloigné de la tradition conservatrice, de la responsabilité constitutionnelle et de la réalité. Nous avons maintenant un parti républicain qui décrit un assaut violent contre le Capitole des États-Unis comme un "discours politique légitime", soutenu - ou du moins non contredit - par un ensemble de groupes de réflexion et d'organisations médiatiques de droite.

La stupidité de la droite est surtout visible dans les nombreuses théories du complot qui se répandent dans les médias de droite et maintenant au Congrès. "Pizzagate", QAnon, la croyance que les vaccins contiennent des puces électroniques, la conviction que Donald Trump a été réélu - il est difficile d'imaginer que ces idées ou systèmes de croyance atteignent les niveaux qu'ils ont atteints sans Facebook et Twitter.

Les démocrates ont également été durement touchés par la stupidité structurelle, mais d'une manière différente. Au sein du parti démocrate, la lutte entre l'aile progressiste et les factions plus modérées est ouverte et permanente, et souvent les modérés gagnent. Le problème est que la gauche contrôle les sommets de la culture : les universités, les organes de presse, Hollywood, les musées d'art, la publicité, une grande partie de la Silicon Valley, ainsi que les syndicats d'enseignants et les collèges d'enseignement qui façonnent l'éducation primaire et secondaire. Et dans beaucoup de ces institutions, la dissidence a été étouffée : lorsque tout le monde a reçu un

pistolet à fléchettes au début des années 2010, de nombreuses institutions de gauche ont commencé à se tirer une balle dans le cerveau. Et malheureusement, ce sont ces cerveaux qui informent, instruisent et divertissent la majeure partie du pays.

Les libéraux de la fin du 20e siècle partageaient une croyance que le sociologue Christian Smith a appelé le récit du "progrès libéral", dans lequel l'Amérique était horriblement injuste et répressive, mais, grâce aux luttes des militants et des héros, a fait (et continue de faire) des progrès vers la réalisation de la noble promesse de sa fondation. Cette histoire soutient facilement le patriotisme libéral, et c'est le récit qui a animé la présidence de Barack Obama. C'est également le point de vue des "libéraux traditionnels" de l'étude "Hidden Tribes" (11 % de la population), qui ont de fortes valeurs humanitaires, sont plus âgés que la moyenne et sont en grande partie les personnes qui dirigent les institutions culturelles et intellectuelles de l'Amérique.

Mais lorsque les plateformes de médias sociaux nouvellement viralisées ont donné à chacun un pistolet à fléchettes, ce sont les jeunes militants progressistes qui ont le plus tiré, et ils ont dirigé un nombre disproportionné de leurs fléchettes vers ces leaders libéraux plus âgés. Confus et craintifs, ces derniers ont rarement remis en question les militants ou leur récit non libéral, selon lequel la vie dans toutes les institutions est une bataille éternelle entre groupes identitaires pour un gâteau à somme nulle, et que les personnes en haut de l'échelle y sont parvenues en opprimant les personnes en bas de l'échelle. Ce nouveau récit est rigoureusement égalitaire - centré sur l'égalité des résultats, et non des droits ou des opportunités. Il ne se préoccupe pas des droits individuels.

L'accusation universelle contre les personnes qui ne sont pas d'accord avec ce récit n'est pas "traître" ; c'est "raciste", "transphobe", "Karen", ou une autre lettre écarlate qui marque l'auteur comme celui qui déteste ou nuit à un groupe marginalisé. La punition qui semble appropriée pour de tels crimes n'est pas l'exécution, mais la honte publique et la mort sociale.

Le processus de stupéfaction est particulièrement visible lorsqu'une personne de gauche se contente d'indiquer des recherches qui remettent en question ou contredisent une croyance privilégiée par les militants progressistes. Quelqu'un sur Twitter trouvera le moyen d'associer le dissident au racisme, et d'autres s'y mettront. Par exemple, au cours de la première semaine de manifestations après le meurtre de George Floyd, dont certaines étaient violentes, l'analyste politique progressiste David Shor, alors employé par Civis Analytics, a tweeté un lien vers une étude montrant que les manifestations violentes des années 1960 ont entraîné des revers électoraux pour les démocrates dans les comtés voisins. Shor essayait clairement d'être utile, mais dans l'indignation qui a suivi, il a été accusé d'être "anti-Noir" et a rapidement été licencié. (Civis Analytics a nié que le tweet ait conduit au licenciement de Shor).

L'affaire Shor est devenue célèbre, mais n'importe qui sur Twitter avait déjà vu des dizaines d'exemples enseignant la leçon de base : Ne remettez pas en question les croyances, les politiques ou les actions de votre propre camp. Et lorsque les libéraux traditionnels se taisent, comme tant d'entre eux l'ont fait au cours de l'été 2020, le récit plus radical des militants progressistes s'impose comme le récit directeur d'une organisation. C'est pourquoi tant d'institutions épistémiques ont semblé "se réveiller" en succession rapide cette année-là et l'année suivante, en commençant par une vague de controverses et de démissions au New York Times et dans d'autres journaux, et en poursuivant avec des prises de position en faveur de la justice sociale par des groupes de médecins et des associations médicales (une publication de l'American Medical Association et de l'Association of American Medical Colleges, par exemple, conseillait aux professionnels de la santé de qualifier les quartiers et les communautés d'"opprimés" ou de "systématiquement désinvestis" au lieu de "vulnérables" ou "pauvres"), et la transformation précipitée des programmes d'études des écoles privées les plus chères de New York.

Tragiquement, nous voyons la stupéfaction jouer des deux côtés dans les guerres du COVID. La droite s'est tellement engagée à minimiser les risques du COVID qu'elle a transformé la maladie en une maladie qui tue préférentiellement les Républicains. La gauche progressiste est tellement déterminée à maximiser les dangers du COVID qu'elle adopte souvent une stratégie tout aussi maximaliste et universelle en matière de vaccins, de masques et d'éloignement social, même lorsqu'il s'agit d'enfants. Ces politiques ne sont pas aussi mortelles que la diffusion de peurs et de mensonges sur les vaccins, mais nombre d'entre elles ont été dévastatrices pour la santé mentale et l'éducation des enfants, qui ont désespérément besoin de jouer les uns avec les autres et d'aller à l'école ; nous avons peu de preuves claires que la fermeture des écoles et les masques pour les jeunes

enfants réduisent les décès dus au COVID. Plus particulièrement pour l'histoire que je raconte ici, les parents progressistes qui ont plaidé contre les fermetures d'écoles ont été fréquemment attaqués sur les médias sociaux et ont été confrontés aux omniprésentes accusations gauchistes de racisme et de suprématie blanche. D'autres, dans les villes bleues, ont appris à se taire.

La politique américaine devient de plus en plus ridicule et dysfonctionnelle, non pas parce que les Américains deviennent moins intelligents. Le problème est structurel. Grâce aux médias sociaux à viralité accrue, la dissidence est punie au sein de nombre de nos institutions, ce qui signifie que les mauvaises idées sont élevées au rang de politique officielle.

La situation va empirer

Dans une interview de 2018, Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, a déclaré que la façon de traiter avec les médias était "d'inonder la zone de merde". Il décrivait la tactique du "tuyau d'arrosage de faussetés" inaugurée par les programmes de désinformation russes pour maintenir les Américains dans la confusion, la désorientation et la colère. Mais à l'époque, en 2018, il y avait une limite supérieure à la quantité de merde disponible, car tout devait être créé par une personne (à part quelques trucs de mauvaise qualité produits par des bots).

Maintenant, cependant, l'intelligence artificielle est proche de permettre la diffusion illimitée de désinformation hautement crédible. Le programme d'IA GPT-3 est déjà si bon que vous pouvez lui donner un sujet et un ton et il vous pondra autant d'essais que vous le souhaitez, généralement avec une grammaire parfaite et un niveau de cohérence surprenant. Dans un an ou deux, lorsque le programme sera mis à niveau vers GPT-4, il deviendra beaucoup plus performant. Dans un essai de 2020 intitulé "L'offre de désinformation sera bientôt infinie", Renée DiResta, responsable de la recherche au Stanford Internet Observatory, explique que la diffusion de faussetés - que ce soit par le biais de textes, d'images ou de vidéos deep-fake deviendra rapidement d'une facilité inconcevable (elle a coécrit l'essai avec GPT-3).

Les factions américaines ne seront pas les seules à utiliser l'IA et les médias sociaux pour générer du contenu d'attaque ; nos adversaires le feront aussi.

Dans un essai obsédant de 2018 intitulé "La ligne Maginot numérique", DiResta décrit crûment l'état des choses. "Nous sommes plongés dans un conflit évolutif et permanent : une guerre mondiale de l'information dans laquelle les acteurs étatiques, les terroristes et les extrémistes idéologiques tirent parti de l'infrastructure sociale qui sous-tend la vie quotidienne pour semer la discorde et éroder la réalité partagée", a-t-elle écrit. Auparavant, les Soviétiques devaient envoyer des agents ou cultiver des Américains prêts à se mettre à leur service. Mais grâce aux médias sociaux, il est devenu facile et bon marché pour l'agence russe de recherche sur Internet d'inventer de faux événements ou de déformer des événements réels pour attiser la colère de la gauche et de la droite, souvent sur des questions raciales. Des recherches ultérieures ont montré qu'une campagne intensive a commencé sur Twitter en 2013, mais s'est rapidement étendue à Facebook, Instagram et YouTube, entre autres plateformes. L'un des principaux objectifs était de polariser le public américain et de répandre la méfiance - pour nous diviser sur le point faible exact que Madison avait identifié.

Si nous ne procédons pas rapidement à des changements majeurs, alors nos institutions, notre système politique et notre société pourraient s'effondrer.

Nous savons maintenant que ce ne sont pas seulement les Russes qui attaquent la démocratie américaine. Avant les manifestations de 2019 à Hong Kong, la Chine s'était surtout concentrée sur les plateformes nationales telles que WeChat. Mais maintenant, la Chine découvre tout ce qu'elle peut faire avec Twitter et Facebook, pour si peu d'argent, dans son conflit croissant avec les États-Unis. Compte tenu des propres progrès de la Chine en matière d'IA, nous pouvons nous attendre à ce qu'elle devienne plus habile au cours des prochaines années pour diviser davantage l'Amérique et unir davantage la Chine.

Au XXe siècle, l'identité commune de l'Amérique en tant que pays menant la lutte pour rendre le monde sûr pour la démocratie était une force puissante qui a contribué à maintenir la culture et la politique ensemble. Au XXIe siècle, les entreprises technologiques américaines ont reconnecté le monde et créé

des produits qui apparaissent aujourd'hui comme des corrosifs pour la démocratie, des obstacles à la compréhension mutuelle et des destructeurs de la tour moderne.

La démocratie après Babel

Nous ne pourrons jamais revenir à la situation qui prévalait à l'ère du numérique. Les normes, les institutions et les formes de participation politique qui se sont développées au cours de la longue ère de la communication de masse ne vont pas fonctionner correctement maintenant que la technologie a rendu tout tellement plus rapide et multidirectionnel, et qu'il est si facile de contourner les gardiens professionnels. Et pourtant, la démocratie américaine fonctionne désormais en dehors des limites de la durabilité. Si nous ne procédons pas rapidement à des changements majeurs, nos institutions, notre système politique et notre société pourraient s'effondrer lors de la prochaine grande guerre, pandémie, crise financière ou constitutionnelle.

Quels sont les changements nécessaires ? Redessiner la démocratie pour l'ère numérique dépasse de loin mes compétences, mais je peux suggérer trois catégories de réformes - trois objectifs qui doivent être atteints si l'on veut que la démocratie reste viable dans l'ère post-Babel. Nous devons durcir les institutions démocratiques pour qu'elles puissent résister à la colère et à la méfiance chroniques, réformer les médias sociaux pour qu'ils deviennent moins corrosifs socialement, et mieux préparer la prochaine génération à la citoyenneté démocratique dans cette nouvelle ère.

Renforcer les institutions démocratiques

La polarisation politique va probablement s'accentuer dans un avenir prévisible. Par conséquent, quoi que nous fassions d'autre, nous devons réformer les institutions clés afin qu'elles puissent continuer à fonctionner même si les niveaux de colère, de désinformation et de violence augmentent bien au-delà de ceux que nous connaissons aujourd'hui.

Par exemple, le pouvoir législatif a été conçu pour exiger des compromis, mais le Congrès, les médias sociaux et les chaînes d'information câblées partisanes ont évolué ensemble de telle sorte qu'un législateur qui se

rapproche de l'autre côté de l'allée peut être confronté en quelques heures à l'indignation de l'aile extrême de son parti, ce qui nuit à ses perspectives de collecte de fonds et augmente le risque d'être élu lors du prochain cycle électoral.

Les réformes devraient réduire l'influence démesurée des extrémistes en colère et rendre les législateurs plus sensibles à l'électeur moyen de leur circonscription. Un exemple d'une telle réforme serait de mettre fin aux primaires fermées des partis et de les remplacer par une primaire unique, non partisane et ouverte, à l'issue de laquelle les meilleurs candidats se qualifieraient pour une élection générale qui utiliserait également le vote par ordre de préférence. Une version de ce système de vote a déjà été mise en œuvre en Alaska, et il semble avoir donné à la sénatrice Lisa Murkowski plus de latitude pour s'opposer à l'ancien président Trump, dont le candidat favori serait une menace pour Murkowski dans une primaire républicaine fermée mais ne l'est pas dans une primaire ouverte.

Une deuxième façon de renforcer les institutions démocratiques est de réduire le pouvoir de l'un ou l'autre parti politique de jouer le système en sa faveur, par exemple en dessinant ses circonscriptions électorales préférées ou en sélectionnant les fonctionnaires qui superviseront les élections. Ces tâches devraient toutes être effectuées de manière non partisane. Les recherches sur la justice procédurale montrent que lorsque les gens perçoivent qu'un processus est équitable, ils sont plus susceptibles d'accepter la légitimité d'une décision qui va à l'encontre de leurs intérêts. Il suffit de penser aux dommages déjà causés à la légitimité de la Cour suprême par la direction républicaine du Sénat lorsqu'elle a bloqué l'examen de Merrick Garland pour un siège qui s'est libéré neuf mois avant l'élection de 2016, puis a fait passer en toute hâte la nomination d'Amy Coney Barrett en 2020. Une réforme largement discutée mettrait fin à ces manœuvres politiques en faisant en sorte que les juges servent des mandats échelonnés de 18 ans, de sorte que chaque président procède à une nomination tous les deux ans.

Réformer les médias sociaux

Une démocratie ne peut survivre si ses places publiques sont des lieux où les gens ont peur de s'exprimer et où aucun consensus stable ne peut être atteint. L'autonomisation de l'extrême gauche, de l'extrême droite, des trolls

nationaux et des agents étrangers par les médias sociaux crée un système qui ressemble moins à la démocratie qu'à la domination des plus agressifs.

Mais il est en notre pouvoir de réduire la capacité des médias sociaux à dissoudre la confiance et à fomenter la stupidité structurelle. Les réformes devraient limiter l'amplification par les plateformes des franges agressives tout en donnant plus de voix à ce que More in Common appelle "la majorité épuisée".

Ceux qui s'opposent à la réglementation des médias sociaux mettent généralement l'accent sur la crainte légitime que les restrictions de contenu imposées par le gouvernement ne dégénèrent, dans la pratique, en censure. Mais le principal problème des médias sociaux n'est pas que certaines personnes publient des contenus faux ou toxiques ; c'est que les contenus faux et indignes peuvent désormais atteindre un niveau de portée et d'influence qui n'était pas possible avant 2009. La dénonciatrice de Facebook, Frances Haugen, plaide pour des changements simples de l'architecture des plateformes, plutôt que pour des efforts massifs et finalement futiles pour contrôler tous les contenus.

Par exemple, elle a suggéré de modifier la fonction "Partager" sur Facebook de sorte qu'après qu'un contenu ait été partagé deux fois, la troisième personne de la chaîne doit prendre le temps de copier et coller le contenu dans un nouveau post. Les réformes de ce type ne sont pas de la censure ; elles sont neutres en termes de point de vue et de contenu, et elles fonctionnent aussi bien dans toutes les langues. Elles n'empêchent personne de dire quoi que ce soit ; elles ne font que ralentir la diffusion d'un contenu qui a, en moyenne, moins de chances d'être vrai.

Le changement le plus important qui réduirait la toxicité des plates-formes existantes serait peut-être la vérification des utilisateurs comme condition préalable à l'amplification algorithmique offerte par les médias sociaux.

Les banques et d'autres secteurs ont des règles de "connaissance du client" afin d'éviter de faire des affaires avec des clients anonymes qui blanchissent l'argent d'entreprises criminelles. Les grandes plateformes de médias sociaux devraient être tenues de faire de même. Cela ne signifie pas que les utilisateurs devraient poster sous leur vrai nom ; ils pourraient toujours utiliser un pseudonyme. Cela signifie simplement qu'avant qu'une plateforme ne diffuse vos propos à des millions de personnes, elle a

l'obligation de vérifier (peut-être par l'intermédiaire d'un tiers ou d'un organisme à but non lucratif) que vous êtes un véritable être humain, dans un pays donné, et que vous êtes suffisamment âgé pour utiliser la plateforme. Ce seul changement permettrait d'éliminer la plupart des centaines de millions de bots et de faux comptes qui polluent actuellement les principales plateformes. Elle permettrait également de réduire la fréquence des menaces de mort, des menaces de viol, des méchancetés racistes et, plus généralement, des trolls. Les recherches montrent que les comportements antisociaux deviennent plus fréquents en ligne lorsque les gens ont le sentiment que leur identité est inconnue et introuvable.

Quoi qu'il en soit, les preuves croissantes que les médias sociaux nuisent à la démocratie sont suffisantes pour justifier une surveillance accrue par un organisme de réglementation, tel que la Federal Communications Commission ou la Federal Trade Commission. L'un des premiers ordres du jour devrait être d'obliger les plateformes à partager leurs données et leurs algorithmes avec les chercheurs universitaires.

Préparer la prochaine génération

Les membres de la génération Z - ceux qui sont nés en 1997 et après - ne sont en rien responsables du désordre dans lequel nous nous trouvons, mais ils vont en hériter, et les premiers signes indiquent que les générations précédentes les ont empêchés d'apprendre à le gérer.

L'enfance est devenue plus étroitement circonscrite dans les dernières générations - avec moins de possibilités de jeux libres et non structurés, moins de temps non supervisé à l'extérieur, plus de temps en ligne. Quels que soient les autres effets de ces changements, ils ont probablement entravé le développement des capacités nécessaires à une autogestion efficace pour de nombreux jeunes adultes. Le jeu libre non supervisé est la façon dont la nature enseigne aux jeunes mammifères les compétences dont ils auront besoin à l'âge adulte, ce qui, pour les humains, inclut la capacité de coopérer, d'établir et de faire respecter des règles, de faire des compromis, de régler des conflits et d'accepter la défaite. Dans un brillant essai de 2015, l'économiste Steven Horwitz soutient que le jeu libre prépare les enfants à "l'art de l'association" qui, selon Alexis de Tocqueville, est la clé du dynamisme de la démocratie américaine ; il affirme également que sa

perte constitue "une menace sérieuse pour les sociétés libérales." Une génération empêchée d'apprendre ces compétences sociales, avertit Horwitz, aurait l'habitude de faire appel aux autorités pour résoudre les différends et souffrirait d'un "dégrossissement de l'interaction sociale" qui "créerait un monde plus conflictuel et plus violent."

Et si les médias sociaux ont érodé l'art de l'association dans toute la société, ils laissent peut-être leurs marques les plus profondes et les plus durables sur les adolescents. Une montée en flèche des taux d'anxiété, de dépression et d'automutilation chez les adolescents américains a commencé soudainement au début des années 2010. (La cause n'est pas connue, mais le moment choisi pour le faire indique que les médias sociaux y sont pour beaucoup : la hausse a commencé au moment où la grande majorité des adolescents américains sont devenus des utilisateurs quotidiens des principales plateformes. Des études corrélationnelles et expérimentales confirment le lien avec la dépression et l'anxiété, tout comme les rapports des jeunes eux-mêmes et les recherches menées par Facebook lui-même, comme le rapporte le *Wall Street Journal*.

La dépression rend les gens moins enclins à s'engager auprès de nouvelles personnes, idées et expériences. L'anxiété rend les nouvelles choses plus menaçantes. À mesure que ces conditions se sont aggravées et que les leçons de comportement social nuancé apprises par le jeu libre ont été retardées, la tolérance à l'égard de divers points de vue et la capacité à résoudre les conflits ont diminué chez de nombreux jeunes. Par exemple, les communautés universitaires qui pouvaient tolérer un éventail d'intervenants aussi récemment qu'en 2010 ont sans doute commencé à perdre cette capacité les années suivantes, lorsque la génération Z a commencé à arriver sur le campus. Les tentatives de désinviter les orateurs invités se sont multipliées. Les étudiants ne se sont pas contentés de dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec les conférenciers invités ; certains ont affirmé que ces conférences seraient dangereuses, dévastatrices sur le plan émotionnel, qu'elles constitueraient une forme de violence. Étant donné que les taux de dépression et d'anxiété chez les adolescents ont continué à augmenter dans les années 2020, nous devons nous attendre à ce que ces opinions se poursuivent dans les générations suivantes, voire à ce qu'elles s'aggravent.

Le changement le plus important que nous puissions apporter pour réduire les effets néfastes des médias sociaux sur les enfants est de retarder l'accès à ces derniers jusqu'à ce qu'ils aient atteint la puberté. Le Congrès devrait actualiser la loi sur la protection de la vie privée des enfants en ligne, qui a imprudemment fixé à 13 ans, en 1998, l'âge de la majorité sur Internet (l'âge auquel les entreprises peuvent collecter des informations personnelles sur les enfants sans le consentement des parents), tout en ne prévoyant que peu de dispositions pour une application efficace. L'âge devrait être porté à 16 ans au moins, et les entreprises devraient être tenues responsables de son application.

Plus généralement, pour préparer les membres de la prochaine génération à la démocratie post-Babel, la chose la plus importante que nous puissions faire est peut-être de les laisser jouer dehors. Cessez de priver les enfants des expériences dont ils ont le plus besoin pour devenir de bons citoyens : le jeu libre dans des groupes d'enfants d'âges différents avec une supervision minimale des adultes. Chaque État devrait suivre l'exemple de l'Utah, de l'Oklahoma et du Texas et adopter une version de la loi sur la liberté parentale qui garantit aux parents qu'ils ne feront pas l'objet d'une enquête pour négligence si leurs enfants de 8 ou 9 ans sont surpris en train de jouer dans un parc. Une fois ces lois en place, les écoles, les éducateurs et les autorités sanitaires devraient encourager les parents à laisser leurs enfants aller à l'école à pied et à jouer en groupe dehors, comme le faisaient autrefois un plus grand nombre d'enfants.

L'espoir après Babel

L'histoire que j'ai racontée est sombre, et rien ne permet de penser que l'Amérique retrouvera un semblant de normalité et de stabilité dans les cinq ou dix prochaines années. Quel camp va devenir conciliant ? Quelle est la probabilité que le Congrès adopte des réformes majeures pour renforcer les institutions démocratiques ou désintoxiquer les médias sociaux ?

Pourtant, lorsque nous détournons le regard de notre gouvernement fédéral dysfonctionnel, que nous nous déconnectons des médias sociaux et que nous parlons directement avec nos voisins, les choses semblent plus encourageantes. La plupart des Américains mentionnés dans le rapport More in Common font partie de la "majorité épuisée", qui est fatiguée des combats et est prête à écouter l'autre partie et à faire des compromis. La plupart des Américains voient désormais que les médias sociaux ont un impact négatif

sur le pays, et sont de plus en plus conscients de leurs effets néfastes sur les enfants.

Ferons-nous quelque chose à ce sujet ?

Lorsque Tocqueville a visité les États-Unis dans les années 1830, il a été impressionné par l'habitude américaine de former des associations volontaires pour résoudre les problèmes locaux, plutôt que d'attendre que les rois ou les nobles agissent, comme le feraient les Européens. Cette habitude est toujours d'actualité. Ces dernières années, les Américains ont créé des centaines de groupes et d'organisations qui se consacrent à l'instauration de la confiance et de l'amitié au-delà des clivages politiques, notamment BridgeUSA, Braver Angels (dont je fais partie du conseil d'administration), et bien d'autres dont la liste figure sur BridgeAlliance.us. Nous ne pouvons pas attendre du Congrès et des entreprises technologiques qu'ils nous sauvent. Nous devons nous changer nous-mêmes et changer nos communautés.

Que serait-ce de vivre à Babel dans les jours qui ont suivi sa destruction ? Nous le savons. C'est une période de confusion et de perte. Mais c'est aussi un temps pour réfléchir, écouter et construire.

Cet article a été publié dans l'édition imprimée de mai 2022 avec le titre "Après Babel".

Lisez la suite des écrits de Jonathan Haidt dans The Atlantic sur les médias sociaux et la société :

- The Dark Psychology of Social Networks (en anglais)
- Comment les avertissements de déclenchement nuisent à la santé mentale sur les campus.
 - L'expérience dangereuse de Facebook sur les adolescentes

Jonathan Haidt est psychologue social à la Stern School of Business de l'université de New York. Il est l'auteur de The Righteous Mind et le coauteur de The Coddling of the American Mind, qui a vu le jour en septembre 2015 dans un article de l'Atlantic.

Twitter (https://twitter.com/JonHaidt)

https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2022/05/social-media-democracy-trust-babel/629369/

Recommended Reading

- The Dark Psychology of Social Networks

 Jonathan Haidt and Tobias Rose-Stockwell
- <u>The Dangerous Experiment on Teen Girls</u> <u>Jonathan Haidt</u>
- Why Kids Should Use Their Fingers in Math Class
 Jo Boaler and Lang Chen